



**Perspectives
économiques et
financières**
Octobre 2016



BUREAU DU DIRECTEUR
PARLEMENTAIRE DU
BUDGET
OFFICE OF THE
PARLIAMENTARY
BUDGET OFFICER

Ottawa, Canada
24 octobre 2016
www.pbo-dpb.gc.ca

Le directeur parlementaire du budget (DPB) est chargé de fournir des analyses indépendantes au Parlement sur l'état des finances publiques, les prévisions budgétaires du gouvernement et les tendances de l'économie nationale. À la demande d'un comité ou d'un parlementaire, il est tenu de faire une estimation des coûts de toute proposition concernant des questions qui relèvent de la compétence du Parlement.

Le présent rapport donne suite à la motion qu'a adoptée le Comité permanent des finances le 4 février 2016 : « que, conformément au mandat du directeur parlementaire du budget de fournir de façon indépendante des analyses sur la situation financière du Canada et les tendances de l'économie nationale (tel que stipulé dans la section 79.2 de la *Loi sur le Parlement du Canada*), le directeur parlementaire du budget fournisse au Comité une perspective économique et fiscale deux fois par année civile, soit la quatrième semaine du mois d'octobre et la quatrième semaine du mois d'avril, et par la suite, que le directeur demeure disponible pour comparaître devant le Comité afin de discuter des conclusions ».

Le présent document tient compte des données disponibles jusqu'au 14 octobre 2016 inclusivement. Sauf indication contraire, tous les taux sont annuels.

Le présent rapport a été préparé par le personnel du directeur parlementaire du budget. Pour obtenir plus de renseignements, veuillez envoyer un message à pbo-dpb@parl.gc.ca.

Jean-Denis Fréchette
Directeur parlementaire du budget

Table des matières

Résumé	1
Perspectives économiques	4
La performance économique récente du Canada	5
Perspectives économiques externes	6
Projection du prix du pétrole	7
Perspectives de l'économie canadienne	8
Écart de production	9
Comparaison : PIB nominal	10
Projection des taux d'intérêt	11
Perspectives financières	12
Résultats financiers de 2015-2016	13
Résumé des perspectives financières	14
Perspectives des revenus	15
Perspectives des dépenses	16
Cotisations et Compte des opérations de l'a.-e.	17
Comparaison : perspectives du solde budgétaire et du	
Budget de 2016	18
Projection du ratio de la dette au PIB	19
Annexes	20
A : Perspectives économiques détaillées	21
B : Perspectives économiques du DPB et du Budget de 2016	22
C : Perspectives financières détaillées	23
D : Perspectives financières détaillées (% du PIB)	24
E : Perspectives financières du DPB – octobre 2016 et avril 2016	25
F : Perspectives financières du DPB et du Budget de 2016	26
Notes	27

Résumé

Le présent rapport donne suite à la motion adoptée par le Comité permanent des finances le 4 février 2016. Il tient compte des données disponibles jusqu'au 14 octobre 2016 inclusivement¹, ainsi que de l'accord de principe du 20 juin 2016 sur la bonification du Régime de pensions du Canada (RPC)². Par contre, le présent rapport n'inclut pas les mesures sur le marché de l'habitation ni l'approche proposée de tarification du carbone que le gouvernement a annoncées le 3 octobre 2016.

Le DPB prévoit que la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel passera de 1,2 % en 2016 à 2,3 % en 2017 et à 2,2 % en 2018, sous l'effet de mesures fiscales fédérales et de relance monétaire pour stimuler la demande intérieure. La croissance économique devrait ensuite ralentir de 2019 à 2021 en raison d'une atténuation de la croissance de l'investissement des entreprises et des exportations.

En raison de la remontée du prix des produits de base, l'inflation du PIB (indicateur de l'inflation des prix à l'échelle de l'économie) devrait bondir de 0,5 % en 2016 à 2,5 % en 2017, pour ensuite se stabiliser à 2,0 % en moyenne jusqu'à la fin de l'horizon de projection. Le PIB nominal – l'indicateur le plus large de l'assiette fiscale – devrait croître de 3,7 % par année, en moyenne, de 2016 à 2021.

Tableau 1 du résumé

Perspectives économiques

%	2016	2017	2018	2019-2021
Croissance du PIB réel	1,2	2,3	2,2	1,7
Inflation du PIB	0,5	2,5	2,1	2,0
PIB nominal (milliards de \$)	2 017	2 117	2 208	2 379

Sources : Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

La prime de terme

La prime de terme est le rendement additionnel que doivent présenter les obligations d'État à long terme pour qu'on préfère les acheter plutôt qu'investir et réinvestir dans les titres à court terme comme les bons du Trésor.

Dans l'ensemble, nos perspectives de l'économie canadienne restent les mêmes que dans notre rapport d'avril dernier³. En effet, une croissance moindre du PIB réel à court terme sera compensée par une croissance plus forte à moyen terme; cette amélioration découle de la hausse des dépenses des gouvernements infranationaux, de la poursuite de la politique de relance monétaire et de la baisse de la prime de terme. De 2016 à 2021, nous projetons que la croissance du PIB réel sera en moyenne de 1,8 % par année; c'est aussi le taux que nous avons projeté en avril dernier.

Nous estimons maintenant à 3,7 % la croissance annuelle moyenne du PIB nominal; cette très légère baisse par rapport au taux de 3,8 % projeté en avril est attribuable à la faiblesse de l'inflation du PIB en 2016. Rajusté en fonction des révisions passées, le niveau du PIB nominal de 2016 à 2021 est, en moyenne, de 15 milliards de dollars (0,7 %) inférieur chaque année à la projection d'avril dernier.

Notre projection du PIB nominal est en moyenne de 26 milliards de dollars (1,2 %) supérieure, chaque année de 2016 à 2020, à l'hypothèse de planification retenue par le gouvernement dans le Budget de 2016. Dans son rapport d'avril 2016, le DPB projetait que l'écart par rapport à l'hypothèse du gouvernement serait plutôt de 40 milliards de dollars (1,8 %) par année de 2016 à 2020.

Le taux neutre

Le taux neutre est le taux directeur « compatible avec la production lorsque celle-ci se trouve à son niveau potentiel et que l'inflation a atteint la cible, une fois passés les effets de tous les chocs cycliques » (*The Neutral Rate of Interest in Canada*, document d'analyse du personnel, Banque du Canada 2014-5).

Le DPB a revu à la baisse ses hypothèses à long terme pour les bons du Trésor à 3 mois et les obligations d'État à 10 ans. Cette révision s'explique par le changement, en avril 2016, du taux neutre estimé par la Banque du Canada, ainsi que par la réduction de la prime de terme projetée des obligations d'État à 10 ans. En raison partiellement de cette révision de nos hypothèses, nous projetons maintenant un taux d'intérêt plus faible qu'en avril dernier.

Nos projections financières n'ont pas beaucoup changé depuis avril. Nous continuons de projeter que le déficit va diminuer à moyen terme, passant de 22,4 milliards de dollars en 2016-2017 à 9,4 milliards de dollars en 2021-2022. Comparativement à notre rapport d'avril, nous projetons des déficits légèrement plus élevés en 2016-2017 et en 2017-2018, mais des déficits plus faibles par la suite.

Tableau 2 du résumé

Perspectives financières

G\$	Prévision						
	2015- 2016	2016- 2017	2017- 2018	2018- 2019	2019- 2020	2020- 2021	2021- 2022
Revenus budgétaires	295,5	292,8	304,7	317,2	331,6	346,4	362,0
Charges de programmes	270,8	291,3	305,2	308,9	314,7	324,2	336,4
Frais de la dette publique	25,6	24,0	24,5	26,4	29,9	32,9	35,0
Total des charges	296,4	315,2	329,7	335,3	344,6	357,0	371,4
Solde budgétaire	-1,0	-22,4	-24,9	-18,2	-13,0	-10,6	-9,4
Dette fédérale (% du PIB)	31,1	31,7	31,3	30,9	30,3	29,7	29,0

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Les recettes découlant de l'impôt sur le revenu, faibles en 2016-2017, devraient augmenter à moyen terme, à mesure que l'économie se rétablira et que les profits des entreprises remonteront après le déclin temporaire du printemps 2016. Comme nous révisons à la baisse les taux d'intérêt projetés, nous estimons que les frais de la dette publique seront moins élevés que

prévu, le gouvernement continuant de refinancer sa dette à des taux encore plus bas que ce que nous avons prévu sur notre horizon à moyen terme.

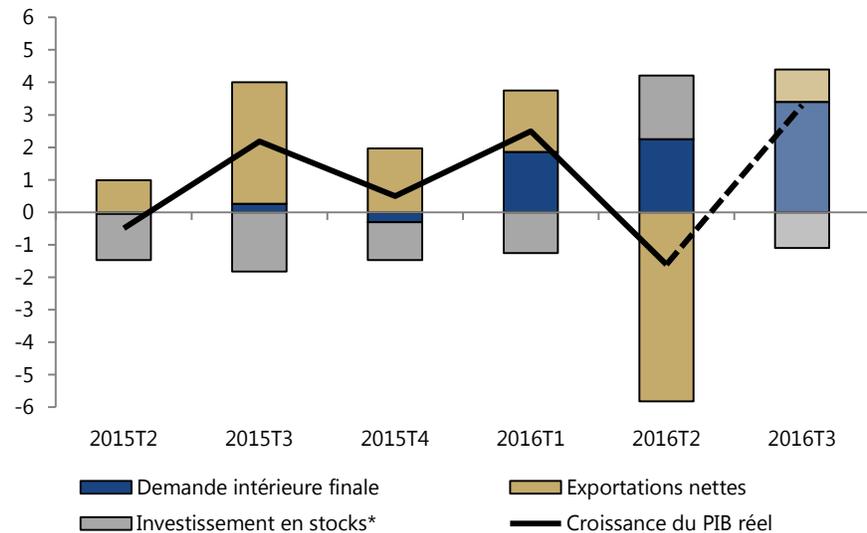
Les projections du DPB relatives au déficit budgétaire pour la période de 2016-2017 à 2020-2021 se situent 4,8 milliards de dollars en deçà des prévisions du Budget de 2016. Cette différence correspond à peu près au rajustement de ses prévisions par le gouvernement, qui a retranché de ses recettes l'équivalent de 6 milliards de dollars pour chaque année de son horizon de planification.

Dans le Budget de 2016, le gouvernement s'est engagé à réduire le ratio de la dette fédérale au produit intérieur brut (PIB) à un niveau inférieur sur une période de cinq ans se terminant en 2020-2021; il en résulte comme cible budgétaire l'atteinte d'un ratio dette-PIB d'au plus 31 % en 2020-2021⁴. Or, à la lumière des plans d'impôt et de dépenses actuels du gouvernement, nous projetons que le ratio de la dette fédérale au PIB sera de 29,7 % en 2020-2021. Selon les projections économiques et fiscales du DPB, le gouvernement devrait atteindre sa cible deux ans avant le délai qu'il s'est fixé, ce qui signifie que son plan financier actuel lui laisse une marge de manœuvre à cet égard.

Perspectives économiques

Figure 1 La performance économique récente du Canada

Contributions à la croissance du PIB réel, points de pourcentage



Sources : Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : L'investissement en stocks comprend aussi la contribution de la divergence statistique.

Le produit intérieur brut (PIB) du Canada a chuté de 1,6 % au deuxième trimestre de 2016 en raison de la forte baisse des exportations énergétiques et non énergétiques. Cependant, la demande intérieure finale a apporté son soutien à l'économie, puisque la croissance des dépenses gouvernementales a connu une hausse. Selon Statistique Canada, cette hausse est attribuable en partie aux dépenses engagées par le gouvernement à l'occasion du feu de forêt de Fort McMurray.

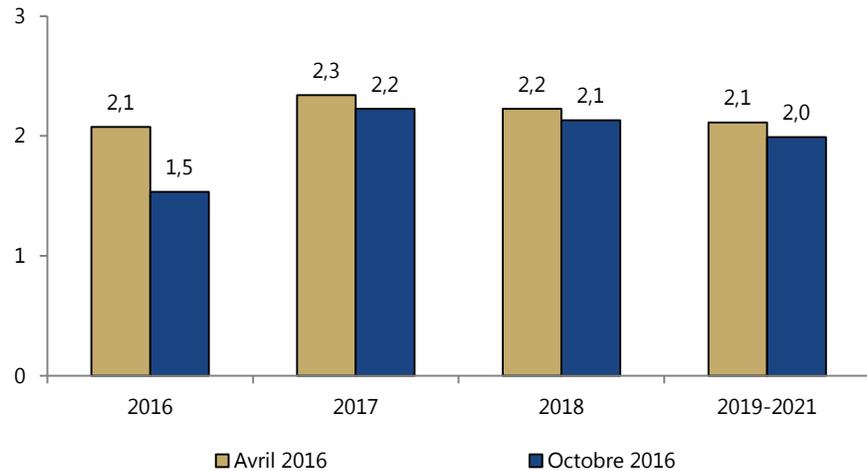
Ce feu de forêt et l'évacuation de Fort McMurray en mai dernier ont eu un impact considérable sur l'économie au deuxième trimestre. Le DPB estime que la chute de 56 % de l'extraction de pétrole par des méthodes non classiques a eu pour effet direct de réduire de 1,4 point de pourcentage la croissance du PIB réel au deuxième trimestre.

Compte tenu des indicateurs mensuels récents, et étant donné que l'impact du feu de forêt et de l'évacuation de Fort McMurray devrait être renversé, le DPB s'attend à ce que le PIB réel augmente de 3,3 % au troisième trimestre. En effet, l'investissement et les dépenses de consommation renforceront la demande intérieure finale.

Sauf en septembre (où une hausse importante de 67 000 emplois nets a été enregistrée), la croissance de l'emploi n'a guère été reluisante; elle s'est surtout concentrée, d'ailleurs, du côté du temps partiel. Ainsi, d'avril à août, quelque 1 200 emplois ont été créés chaque mois. Le taux de chômage, qui est tombé à 6,8 % en juin (en raison de la diminution de la population active), a remonté à 7,0 % en août et en septembre.

Figure 2 Perspectives économiques externes

Croissance du PIB réel des États-Unis, %



Sources : Bureau of Economic Analysis et directeur parlementaire du budget.

La croissance de l'activité économique mondiale n'est pas brillante. Dans ses *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2016, le Fonds monétaire international (FMI) a, en comparaison de ses perspectives d'avril, révisé à la baisse ses prévisions de croissance mondiale de 0,1 point de pourcentage en 2016 et en 2017. Cette baisse est attribuée à la performance plus faible que prévu des économies avancées. Le FMI s'attend aussi à ce que les taux d'intérêt restent bas plus longtemps que prévu dans les économies avancées, vu la lenteur de la croissance et la faiblesse de l'inflation.

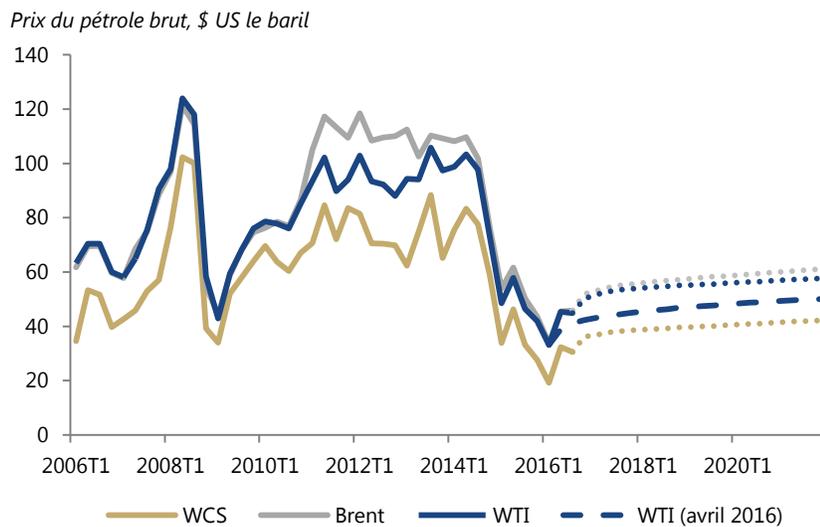
Les conditions restent difficiles pour les exportations canadiennes. Nous nous attendons à ce que l'économie américaine croisse de 1,5 % en 2016 et de 2,2 % en 2017, ce qui est en deçà des prévisions d'avril dernier. La piètre croissance en 2016 est attribuable à la faiblesse des exportations et l'investissement des entreprises, miné par la conjoncture énergétique.

Dans notre rapport d'avril, nous présumions que la Réserve fédérale américaine augmenterait son taux d'intérêt en septembre; nous pensons maintenant qu'elle attendra décembre 2016.

Pour la période de 2018 à 2021, nous nous attendons à ce que l'économie américaine croisse à un taux annuel moyen de 2,0 %, ce qui correspond à une baisse de 0,1 point de pourcentage par rapport à ce que nous avons projeté en avril dernier. Cette révision à la baisse est attribuable aux piètres perspectives d'exportations et à la faiblesse de la productivité du travail. Nous continuons de nous attendre à ce que les dépenses de consommation et la construction résidentielle, qui ont une teneur en éléments importés plus faible que l'investissement des entreprises, soutiennent la croissance à moyen terme.

Nous avons révisé à la baisse, de 25 et de 30 points de base respectivement, nos hypothèses quant au taux neutre et à la prime de terme aux États-Unis. Nos hypothèses à long terme pour les bons du Trésor à trois mois et les obligations d'État à 10 ans aux États-Unis sont maintenant de 3,2 % et de 4,0 % respectivement⁵.

Figure 3 Projection du prix du pétrole



Sources : Baytex Energy Corp.; Bloomberg L.P.; U.S. Energy Information Administration; et directeur parlementaire du budget.

Note : WTI signifie West Texas Intermediate; WCS signifie Western Canadian Select. La période de projection va du 4^e trimestre de 2016 au 4^e trimestre de 2021. Les prix projetés du pétrole se fondent sur les cours à terme moyen du 3 au 13 octobre 2016.

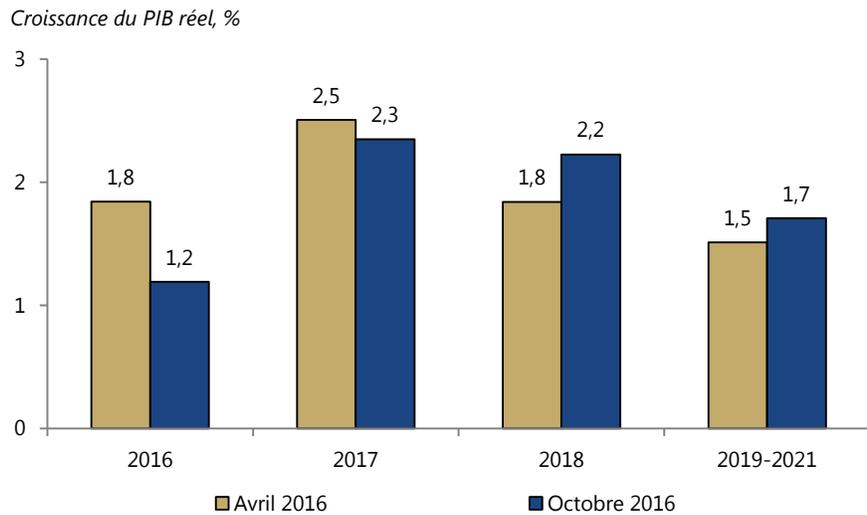
Nos perspectives du prix du pétrole brut se sont améliorées depuis avril. Après avoir chuté à moins de 30 \$ US le baril en janvier et en février, le prix du pétrole brut West Texas Intermediate (WTI) se maintient à environ 46 \$ US le baril depuis mai.

Le 28 septembre, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a annoncé une baisse de sa production – la première en huit ans. Le cours du pétrole a depuis augmenté de 4 \$ US le baril; la hausse moyenne des cours à terme jusqu'à 2021 sera un peu moindre.

À la lumière des cours à terme récents, nous prévoyons que le cours du pétrole WTI atteindra graduellement 58 \$ US le baril d'ici la fin de 2021. C'est environ 7 \$ US de plus, en moyenne, que nos projections d'avril dernier.

La projection du DPB pour l'indice des prix des produits de base de la Banque du Canada est de 5,5 % supérieure, en moyenne, à celle d'avril dernier. Cette augmentation est attribuable à la hausse du cours du pétrole, qui a compensé la faiblesse récente des prix des produits agricoles.

Figure 4 Perspectives de l'économie canadienne



Sources : Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

Nous nous attendons à ce que la croissance du PIB réel, qui est estimée à 1,2 % en 2016, remonte à 2,3 % en 2017 et à 2,2 % en 2018. Cette hausse est attribuable aux mesures budgétaires fédérales et à la politique monétaire qui attiseront la demande intérieure. Nous présumons que la Banque du Canada maintiendra son taux directeur à ½ % jusqu'au deuxième trimestre de 2018. La croissance économique devrait ensuite ralentir, vu l'atténuation de l'investissement des entreprises et des exportations.

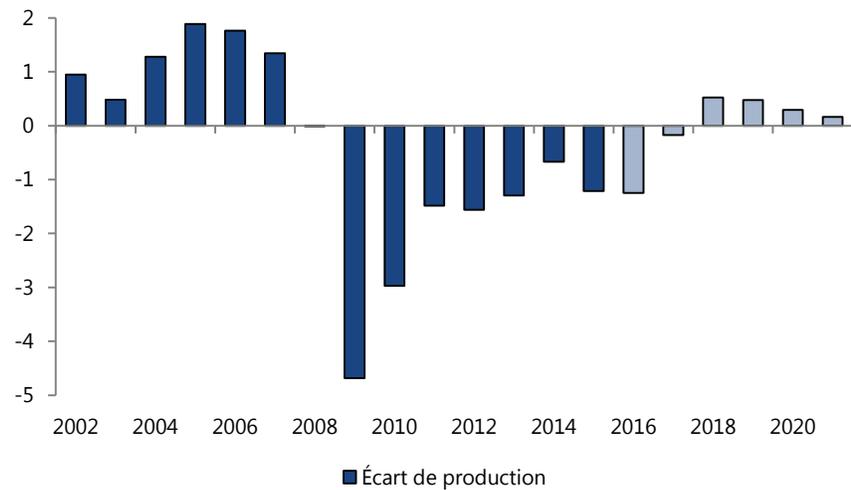
Dans l'ensemble, nos perspectives de l'économie canadienne restent les mêmes qu'en avril. En effet, si la croissance est moindre que prévu à court terme, elle sera meilleure à moyen terme. Par conséquent, comme en avril, nous projetons que la croissance du PIB réel sera en moyenne de 1,8 % chaque année de 2016 à 2021. Cependant, en comparaison avec nos perspectives d'avril, nous nous attendons maintenant à ce que la diminution des dépenses de consommation et de l'habitation au profit des exportations et de l'investissement des entreprises soit moindre que prévu.

Alors que nous estimions en avril dernier que la croissance du PIB réel en 2016 serait de 1,8 %, nous la projetons maintenant à 1,2 %. Cette révision, dans l'ensemble, n'est pas déterminée par le feu de forêt de Fort McMurray; elle découle plutôt d'une croissance considérablement plus faible que prévu des exportations non énergétiques au deuxième trimestre. Cependant, la faiblesse de ces exportations – contrairement à l'impact direct du feu de forêt de Fort McMurray – ne devrait pas être renversée aux trimestres subséquents.

Nous ajoutons 0,2 point de pourcentage par année, en moyenne, à notre projection de la croissance du PIB réel de 2018 à 2020. Cette révision reflète une hausse des dépenses des gouvernements infranationaux, à de nouvelles mesures de stimulation monétaire et la baisse de la prime de terme.⁶ Un résumé détaillé des perspectives économiques se trouve à l'annexe A.

Figure 5 Écart de production

PIB réel par rapport au PIB potentiel, % de différence



Sources : Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : La période de projection va de 2016 à 2021.

Selon les estimations du DPB, l'économie canadienne ne réalise pas son PIB potentiel depuis la fin de 2008. Mais, grâce à la reprise de la croissance attendue, le PIB réel devrait dépasser le PIB potentiel au deuxième semestre de 2017.

Cependant, ce dépassement modeste est attribuable à un ralentissement temporaire de la croissance du PIB potentiel, principalement sous l'effet de la chute de l'investissement des entreprises en 2015 et pendant la première moitié de 2016. Ainsi, la croissance du PIB potentiel, qui était de 1,7 % au début de 2015, devrait passer temporairement à 1,4 % en moyenne jusqu'en 2018. Si la croissance du PIB potentiel se maintenait à 1,7 % au cours de cette période, l'économie (toutes autres choses étant égales) resterait en deçà de son potentiel en 2018, au lieu de l'excéder.

Nous prévoyons donc que le PIB réel dépassera le niveau du PIB potentiel, mais les pressions inflationnistes resteront circonscrites. L'inflation sous-jacente devrait se maintenir à 2 % de 2017 à 2021.

De 2016 à 2021, la croissance annuelle du PIB potentiel devrait être de 1,6 % en moyenne, ce que nous avons prévu en avril.

Tableau 1 Comparaison : PIB nominal

<i>PIB nominal, milliards de dollars</i>	2016	2017	2018	2019	2020	2021
DPB – octobre 2016	2 017	2 117	2 208	2 291	2 377	2 467
DPB – avril 2016	2 041	2 135	2 223	2 305	2 388	2 475
Différence	-24	-19	-15	-13	-11	-7
DPB – octobre 2016	2 017	2 117	2 208	2 291	2 377	-
Budget de 2016 – hypothèses aux fins de planification	1 991	2 084	2 176	2 268	2 362	-
Différence	26	33	32	24	15	-

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Le PIB nominal indiqué par le DPB en avril 2016 de même que l'hypothèse de planification du Budget de 2016 ont été rajustés en fonction de la révision apportée aux chiffres de 2015.

Notre projection postule que les chances que les résultats soient meilleurs ou pires sont, globalement, égales. Elle tient donc compte de la prépondérance des risques, qu'ils soient à la hausse ou à la baisse.

De 2016 à 2021, nous projetons que la croissance annuelle du PIB nominal (c.-à-d. la croissance du PIB réel plus l'inflation du PIB) sera de 3,7 % en moyenne, que celle du PIB réel sera de 1,8 % en moyenne, et que l'inflation du PIB sera de 1,9 % en moyenne.

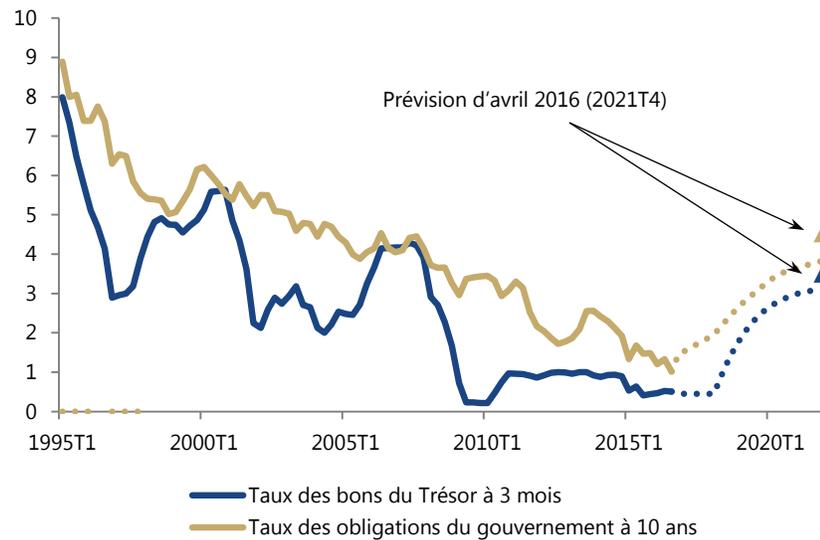
La croissance annuelle moyenne prévue du PIB nominal de 2016 à 2021 (3,7 %) n'est que légèrement inférieure à la projection d'avril, qui était de 3,8 %. La différence est attribuable à la faiblesse de l'inflation du PIB en 2016. Rajusté en fonction des révisions passées, le PIB nominal annuel de 2016 à 2021 sera, en moyenne, de 15 milliards de dollars (0,7 %) inférieur à ce que nous avons projeté en avril.

Notre projection du PIB nominal est en moyenne de 26 milliards de dollars (1,2 %) supérieure, chaque année de 2016 à 2020, à l'hypothèse de planification retenue par le gouvernement dans le Budget de 2016. Dans son rapport d'avril 2016, le DPB projetait que l'écart par rapport à l'hypothèse du gouvernement serait plutôt de 40 milliards de dollars (1,8 %) par année de 2016 à 2020. Cet écart moyen de 40 milliards de dollars était équivalent au rajustement annuel apporté par le gouvernement, dans le Budget de 2016, à la prévision du PIB nominal établie par le secteur privé. Voir à l'annexe B une comparaison des perspectives économiques du DPB et du Budget de 2016.

Dans notre rapport du 6 avril 2016, publié après le dépôt du Budget, nous jugions que, compte tenu du degré d'exactitude des prévisions antérieures du secteur privé, l'ajustement de 40 milliards de dollars adopté par le gouvernement pour 2016 et 2017 était « excessif », et que les résultats réels – et non les prévisions révisées – du PIB nominal ces deux années dépasseraient probablement les chiffres utilisés aux fins de planification. Il est vrai que, jusqu'à présent, Statistique Canada n'a publié les données du PIB nominal de 2016 que pour les deux premiers trimestres. Cela dit, et malgré les révisions à la baisse, nos projections pour 2016 et 2017 restent supérieures à l'hypothèse de planification du gouvernement.

Figure 6 Projections des taux d'intérêt

Taux d'intérêt à court et à long terme, %



Sources : Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : La période de projection va du 4^e trimestre de 2016 au 4^e trimestre de 2021.

À court terme, nous nous attendons à ce que les taux d'intérêt à court terme ne changent guère, puisque la Banque du Canada devrait maintenir son taux directeur à ½ % jusqu'au deuxième trimestre de 2018. Le taux des bons du Trésor à trois mois, qui n'a presque jamais été aussi bas, devrait ensuite suivre l'augmentation du taux directeur et passer à 3,1 % d'ici la fin de 2021.

Comme aux États-Unis, les taux d'intérêt à long terme ont baissé au Canada au cours des trois premiers trimestres de 2016. Sur l'horizon de projection, nous nous attendons à ce que le taux des obligations de référence à 10 ans du gouvernement du Canada, qui n'a jamais été aussi bas, suive l'évolution des taux à long terme aux États-Unis – et des bons du Trésor à trois mois du Canada – et atteigne 3,8 % d'ici la fin de 2021.

Par comparaison à notre rapport d'avril dernier, nous avons revu à la baisse nos projections des taux d'intérêt à court et à long terme au Canada. Dans le cas des bons du Trésor à trois mois, la révision est attribuable au fait que nous croyons que la Banque du Canada relèvera son taux directeur non plus au 4^e trimestre de 2017, mais au 2^e trimestre de 2018. De plus, nous avons réduit de 25 points de base (de 3½ % à 3¼ %) notre estimation du taux neutre⁷. C'est ainsi que le taux des bons du Trésor à trois mois sera, d'ici la fin de 2021, de 35 points de base inférieurs à ce que nous projetions en avril.

Quant à la révision à la baisse de notre projection du taux des obligations à 10 ans du gouvernement, elle reflète la baisse de 25 points de base du taux neutre, mais aussi une réduction – conforme à l'évolution projetée des taux aux États-Unis – de 30 points de base de notre estimation de la prime de terme⁸. D'ici la fin de 2021, le taux des obligations d'État à 10 ans sera donc de 65 points de base inférieurs à ce que nous projetions dans notre rapport d'avril.

Perspectives financières

Tableau 2 Résultats financiers de 2015-2016

G\$	Données réelles	DPB	Finances Canada
Revenus	295,5	294,8	291,2
Charges de programmes	270,8	268,7	270,9
Frais de la dette publique	25,6	25,4	25,7
Solde budgétaire	-1,0	0,7	-5,4
Dette fédérale (% du PIB)	31,1	30,9	31,2

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Un déficit de 1,0 milliard de dollars a été enregistré en 2015-2016. Comme le DPB a projeté dans ses *Perspectives économiques et financières* d'avril 2016 un excédent de 0,7 milliard de dollars en 2015-2016, il a surestimé le solde réel de 1,7 milliard de dollars.

Les chiffres réels – revenus, charges de programmes et frais de la dette publique – se sont avérés légèrement supérieurs aux prévisions du DPB (de 0,7 G\$, 2,1 G\$ et 0,2 G\$ respectivement). Dans le cas des revenus, l'augmentation est principalement due à l'impôt sur le revenu des particuliers, qui a généré des revenus de 3,1 milliards de dollars plus élevés que prévu. Dans notre rapport de janvier 2016, nous avons mentionné le risque (à la hausse) que les particuliers à revenu élevé choisissent de transférer leurs revenus pour tirer parti du taux d'imposition de 2015 – 29 % – avant que n'entre en vigueur le nouveau taux d'imposition de 33 % des revenus excédant 200 000 \$⁹. Les charges de programmes ont été plus élevées que prévu parce que les dépenses de programmes directes se sont avérées de 2,1 milliards de dollars supérieures à ce qui avait été projeté.

Le Budget de 2016 prévoyait un déficit de 5,4 milliards de dollars en 2015-2016. L'écart de 4,4 milliards de dollars s'explique principalement par les revenus, qui ont été de 4,3 milliards de dollars plus élevés que prévu. Cette augmentation est elle-même attribuable aux revenus découlant de l'impôt des entreprises et de l'impôt des particuliers, qui ont été respectivement de 2,6 milliards de dollars et de 2,2 milliards de dollars plus élevés que prévu; ils ont toutefois été partiellement compensés par la faiblesse des rentrées des sociétés d'État. Les charges de programmes et les frais de la dette publique ont aussi été légèrement inférieurs (de 0,1 milliard de dollars) aux montants prévus.

En avril dernier, le gouvernement a estimé que ses nouvelles mesures fiscales et de dépenses coûteraient 3,9 milliards de dollars en 2015-2016. Il aurait toutefois en fait enregistré un excédent de 2,9 milliards de dollars en 2015-2016 si ce n'était de sa décision de bonifier les prestations aux anciens combattants (3,7 milliards de dollars) et d'annuler la réforme des congés de maladie dans la fonction publique (0,9 milliard de dollars).

Tableau 3 Résumé des perspectives financières

G\$	Prévision						
	2015- 2016	2016- 2017	2017- 2018	2018- 2019	2019- 2020	2020- 2021	2021- 2022
Revenus budgétaire	295,5	292,8	304,7	317,2	331,6	346,4	362,0
Charges de programmes	270,8	291,3	305,2	308,9	314,7	324,2	336,4
Frais de la dette publique	25,6	24,0	24,5	26,4	29,9	32,9	35,0
Total des charges	296,4	315,2	329,7	335,3	344,6	357,0	371,4
Solde budgétaire	-1,0	-22,4	-24,9	-18,2	-13,0	-10,6	-9,4
Dette fédérale (% du PIB)	31,1	31,7	31,3	30,9	30,3	29,7	29,0

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Le DPB prévoit que le déficit budgétaire sera de 22,4 milliards de dollars en 2016-2017, soit de 1,9 milliards de dollars de plus que ce qu'il avait projeté en avril. Ce déficit plus élevé que prévu est principalement attribuable à la faiblesse des recettes de l'impôt sur le revenu, particulièrement de l'impôt sur le revenu des entreprises.

À moyen terme, nous prévoyons une série de déficits de plus en plus réduits. La croissance des recettes découlant de l'impôt est faible actuellement, mais elle devrait se renforcer à moyen terme, à mesure que l'économie se rétablira et que les profits des entreprises remonteront après le déclin temporaire du printemps 2016.

Nous avons aussi révisé à la baisse nos estimations des taux d'intérêt à court et à long terme. Il en résulte une baisse des dépenses consacrées aux frais de la dette publique, le gouvernement continuant de refinancer sa dette à des taux encore plus bas que ce que nous avons prévu sur notre horizon à moyen terme. Nous continuons de présumer que les mesures budgétaires fédérales seront pleinement mises en œuvre telles qu'elles sont annoncées dans le Budget de 2016.

Enfin, nous prévoyons à compter de 2018-2019 des déficits légèrement inférieurs à ce que nous avons projeté en avril. En 2021-2022, le déficit devrait se chiffrer à 9,4 milliards de dollars (0,4 % du PIB).

Voir à l'annexe C et D des résumés détaillés des perspectives financières et à l'annexe E une comparaison avec nos perspectives d'avril 2016.

Tableau 4 Perspectives des revenus

G\$	Prévision						
	2015- 2016	2016- 2017	2017- 2018	2018- 2019	2019- 2020	2020- 2021	2021- 2022
Impôt sur le revenu							
Impôt sur le revenu des particuliers	144,9	146,0	153,6	160,9	169,2	177,8	186,2
Impôt sur le revenu des sociétés	41,4	37,9	40,4	41,9	43,7	45,6	47,7
Impôt sur le revenu des non-résidents	6,5	6,3	6,6	6,9	7,2	7,6	7,9
Impôt total sur le revenu	192,8	190,2	200,5	209,7	220,1	231,0	241,8
Taxes et droits d'accise							
Taxe sur les produits et services	33,0	34,0	35,4	36,5	38,1	39,6	41,3
Droits de douane à l'importation	5,4	5,2	5,2	5,2	5,4	5,6	5,9
Autres taxes et droits d'accise	11,5	11,1	11,3	11,2	11,2	11,2	11,4
Total des taxes et droits d'accise	49,8	50,3	51,9	53,0	54,7	56,4	58,5
Cotisations d'AE	23,1	23,7	21,8	22,0	22,7	23,4	24,3
Autres revenus	29,7	28,7	30,5	32,5	34,0	35,6	37,3
Total des revenus budgétaires	295,5	292,8	304,7	317,2	331,6	346,4	362,0

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

À moyen terme, nous projetons maintenant des revenus totaux inférieurs à nos prévisions d'avril dernier. Cette diminution a pour cause la révision à la baisse de l'assiette de l'impôt (particuliers et sociétés) et des « autres revenus¹⁰ ».

La diminution prévue des revenus découlant de l'impôt des particuliers a pour cause principale la revue à la baisse du revenu nominal. S'y ajoutent le rendement moindre de l'impôt prévu en 2016-2017 et le rétrécissement de l'assiette fiscale (en raison de nouvelles exemptions des prestations pour enfants¹¹).

En 2016-2017, les recettes de l'impôt sur le revenu des sociétés devaient baisser de 3,5 milliards de dollars vu la faiblesse projetée des profits des entreprises au début de 2016. Nous ne nous attendons toutefois pas à ce que ces pertes de revenus persistent. Nous prévoyons une remontée des profits à moyen terme parce que nous projetons que le rendement de l'impôt des sociétés sera encore plus élevé que nous ne l'avions estimé.

Nous avons révisé à la hausse (d'environ 400 millions de dollars par année) notre estimation des recettes des douanes; le rendement des droits à l'importation est en effet plus élevé que ce qui avait d'abord été prévu lorsque le Canada a retiré le bénéfice du tarif de préférence général à certains de ses grands partenaires commerciaux.

Les recettes découlant des cotisations d'assurance-emploi (a.-e.) devaient diminuer en 2017, année où le taux de cotisation passera de 1,88 \$ (par tranche de 100 \$ de gains assurables) au nouveau taux d'équilibre de 1,63 \$.

Nous avons réduit de 1,2 milliard de dollars notre projection des autres revenus par rapport à avril 2016 parce que les profits des sociétés d'État et les gains d'intérêt devraient être moindres à moyen terme.

Tableau 5 Perspectives des dépenses

G\$	Prévision						
	2015- 2016	2016- 2017	2017- 2018	2018- 2019	2019- 2020	2020- 2021	2021- 2022
Transferts aux personnes							
Prestations aux aînés	45,5	47,8	50,8	53,7	56,8	60,1	63,6
Prestations d'AE	19,4	21,0	21,7	21,3	21,5	22,4	23,3
Prestations pour enfants	18,0	21,5	22,6	22,2	21,9	21,6	21,3
Total	82,9	90,4	95,1	97,2	100,3	104,1	108,2
Transferts aux gouvernements	65,9	68,7	70,6	72,6	75,0	77,9	80,7
Charges de programmes directes	122,1	132,1	139,5	139,1	139,4	142,2	147,5
Frais de la dette publique	25,6	24,0	24,5	26,4	29,9	32,9	35,0
Total des dépenses	296,4	315,2	329,7	335,3	344,6	357,0	371,4

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

À moyen terme, les dépenses totales seront chaque année d'environ 1,7 milliard de dollars (approximativement 0,1 % du PIB) plus basses que ce que nous avons projeté en avril dernier. Nous nous attendons à ce que les dépenses totales passent de 15,6 % du PIB en 2016-2017 à 15,1 % d'ici 2021-2022.

Les taux d'intérêt à moyen terme étant plus faibles que prévu, il en résulte une diminution des frais de la dette publique, mais aussi une hausse des prestations de retraite projetées; cette hausse entraîne une augmentation annuelle de quelque 800 millions de dollars des charges de programmes directes¹².

Pour le reste, nos perspectives des dépenses sont pratiquement les mêmes qu'en avril. Nous n'avons apporté que de légères révisions à la lumière de nouvelles données de programmes et des changements apportés à nos perspectives économiques.

Ainsi, nous projetons que les prestations aux aînés seront de 600 millions de dollars plus faibles chaque année. Ce changement est attribuable à la réduction du nombre de prestataires et au fait que les paiements maximums seront plus faibles que prévu à moyen terme, vu les perspectives réduites d'inflation.

Notre projection des prestations d'assurance-emploi est à peu près la même qu'en avril; les révisions mineures qui ont été apportées résultent principalement des nouvelles données sur la production.

De même, notre projection des prestations pour enfants reste essentiellement la même; les seules corrections viennent de mises à jour mineures des données économiques. En termes nominaux, les dépenses consacrées aux prestations pour enfants diminueront de 2018-2019 à 2021-2022 parce que ces prestations ne sont pas indexées à l'inflation¹³.

Tableau 6 Cotisations et Compte des opérations de l'a.-e.

G\$	Prévision						
	2015- 2016	2016- 2017	2017- 2018	2018- 2019	2019- 2020	2020- 2021	2021- 2022
Revenus							
Cotisations d'assurance-emploi	23,1	23,7	21,8	22,0	22,7	23,4	24,3
Cotisations des employés fédéraux	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Total	23,5	24,1	22,2	22,4	23,1	23,9	24,8
Dépenses							
Prestations	19,4	21,0	21,7	21,3	21,5	22,4	23,3
Frais d'administration	1,7	1,7	1,7	1,7	1,8	1,9	1,9
Total	21,1	22,7	23,4	23,0	23,3	24,2	25,1
Solde annuel	2,4	1,3	-1,2	-0,6	-0,2	-0,3	-0,4
Solde cumulatif	1,6	2,9	1,7	1,1	0,9	0,5	0,2
	Légiféré			Prévision			
(par tranche de 100 \$ de rémunération assurable)	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Taux de cotisation (DPB)	1,88	1,88	1,63	1,58	1,58	1,58	1,58
Taux de cotisation (l'actuaire en chef)	1,88	1,88	1,63	1,63	1,63	1,63	1,63

Sources : Bureau de l'actuaire en chef; Finances Canada; directeur parlementaire du budget.

Les recettes et les dépenses du programme d'assurance-emploi sont consolidées et gérées dans le Compte des opérations de l'a.-e.

À compter de 2017, le taux de cotisation à l'a.-e. sera choisi chaque année de manière à générer juste assez de recettes pour équilibrer le Compte des opérations sur une période de sept ans. Nous prévoyons que le Compte des opérations affichera un excédent de 3,2 milliards au début de 2017.

La loi exige que cet excédent soit éliminé au cours de la période de 7 ans; le taux d'équilibre doit donc être choisi en conséquence.

Le DPB estime que le taux d'équilibre sera de 1,59 \$ de 2017 à 2023. Dans le Rapport actuariel 2017 sur le taux de cotisation d'assurance-emploi, l'actuaire en chef prévoit un taux d'équilibre de 1,63 \$ sur sept ans¹⁴.

Le gouvernement a fixé le taux de 2017 à 1,63 \$. Le DPB estime que ce taux produira un excédent de cotisations de 600 millions de dollars en 2017, ce qui nécessitera l'adoption subséquente d'un taux de 1,58 \$ pour équilibrer le Compte des opérations de l'a.-e. d'ici 2023.

L'écart entre notre projection du taux d'équilibre et celle de l'actuaire en chef est principalement attribuable à nos estimations différentes, non seulement du nombre de chômeurs et de prestataires, mais aussi des paramètres administratifs du programme de l'a.-e.

Tableau 7 Comparaison : perspectives du solde budgétaire et du Budget de 2016

G\$	Prévision						
	2015- 2016	2016- 2017	2017- 2018	2018- 2019	2019- 2020	2020- 2021	2021- 2022
Solde budgétaire							
DPB (octobre 2016)	-1,0	-22,4	-24,9	-18,2	-13,0	-10,6	-9,4
Budget (avril 2016)	-5,4	-29,4	-29,0	-22,8	-17,7	-14,3	N/A
Différence	4,4	7,0	4,1	4,6	4,7	3,7	N/A

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

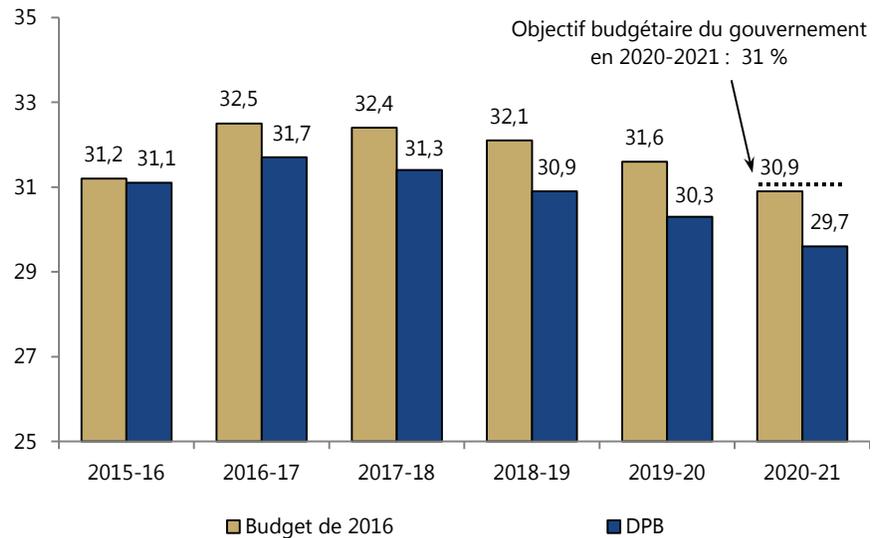
Le DPB projette un déficit budgétaire de 4,8 milliards de dollars inférieur, en moyenne, aux prévisions du Budget de 2016 pour la période allant de 2016-2017 à 2020-2021. Cet écart correspond grosso modo au rajustement adopté dans le Budget de 2016 : le gouvernement y retranche 40 milliards de dollars (soit des revenus de 6 milliards de dollars) au PIB chaque année de son horizon de planification.

Si ce n'était de ce rajustement employé par le gouvernement, le déficit budgétaire projeté par le DPB correspondrait, à peu de choses près, à celui que prévoit le Budget de 2016 de 2016-2017 à 2020-2021.

Voir à l'annexe F une comparaison des perspectives financières du DPB et du Budget de 2016.

Figure 7 Projection du ratio de la dette au PIB

Dette fédérale exprimée comme pourcentage du PIB



Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Dans le Budget de 2016, le gouvernement s'est engagé à réduire le ratio de la dette fédérale au PIB à un niveau inférieur sur une période de cinq ans se terminant en 2020-2021; il en résulte comme cible budgétaire l'atteinte d'un ratio dette-PIB d'au plus 31 % en 2020-2021. Selon les projections économiques et financières du DPB, le gouvernement devrait atteindre sa cible deux ans avant le délai qu'il s'est fixé.

À la lumière des plans fiscaux et de dépenses actuels, nous prévoyons que le ratio de la dette fédérale au PIB sera de 29,7 % en 2020-2021, soit de 1,3 point de pourcentage du PIB en deçà de la cible que s'est fixée le gouvernement. Les derniers exercices où le ratio a été de moins de 31 % sont 2007-2008 et 2008-2009.

Notre projection montre que le plan financier actuel du gouvernement lui laisse une marge de manœuvre pour atteindre le ratio dette-PIB qu'il s'est fixé à moyen terme.

Annexes

A : Perspectives économiques détaillées

<i>% sauf indication contraire</i>	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Croissance du PIB réel						
Avril 2016	1,8	2,5	1,8	1,5	1,5	1,6
Octobre 2016	1,2	2,3	2,2	1,7	1,7	1,7
Croissance du PIB potentiel						
Avril 2016	1,3	1,3	1,6	1,7	1,8	1,8
Octobre 2016	1,2	1,2	1,5	1,7	1,9	1,9
Inflation du PIB						
Avril 2016	1,0	2,1	2,2	2,2	2,1	2,0
Octobre 2016	0,5	2,5	2,1	2,0	2,0	2,0
Croissance du PIB nominal						
Avril 2016	2,9	4,6	4,1	3,7	3,6	3,6
Octobre 2016	1,7	4,9	4,3	3,8	3,8	3,8
PIB nominal (milliards de \$)						
Avril 2016	2 041	2 135	2 223	2 305	2 388	2 475
Octobre 2016	2 017	2 117	2 208	2 291	2 377	2 467
Taux des bons du Trésor à 3 mois						
Avril 2016	0,5	0,6	2,0	3,0	3,3	3,4
Octobre 2016	0,5	0,5	1,1	2,3	2,8	3,1
Taux des obligations du gouvernement à 10 ans						
Avril 2016	1,6	2,2	3,1	3,8	4,1	4,4
Octobre 2016	1,3	1,7	2,3	3,0	3,5	3,7
Taux de change (cents US / \$CAN)						
Avril 2016	75,3	75,1	75,1	75,6	76,0	76,3
Octobre 2016	75,9	77,2	77,2	77,1	77,2	77,3
Taux de chômage						
Avril 2016	7,1	6,6	6,3	6,2	6,2	6,2
Octobre 2016	7,0	6,8	6,4	6,3	6,2	6,1
Inflation de l'IPC						
Avril 2016	1,8	2,2	2,2	2,1	2,1	2,0
Octobre 2016	1,5	2,0	2,0	2,1	2,1	2,0
Croissance du PIB réel américain						
Avril 2016	2,1	2,3	2,2	2,1	2,1	2,1
Octobre 2016	1,5	2,2	2,1	2,0	2,0	1,9
Prix du pétrole WTI (\$US)						
Avril 2016	39	44	46	48	49	50
Octobre 2016	43	53	55	56	56	57

Sources : Statistique Canada; Bureau of Economic Analysis; Department of Energy; et directeur parlementaire du budget.

Note : Le PIB nominal établi en avril a été rajusté en fonction des révisions historiques.

B : Perspectives économiques du DPB et du Budget de 2016

<i>% sauf indication contraire</i>	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Croissance du PIB réel						
Budget de 2016	1,2	1,4	2,2	2,2	2,0	1,9
DPB – octobre 2016	1,1	1,2	2,3	2,2	1,7	1,7
Inflation du PIB						
Budget de 2016	-0,4	1,0	2,4	2,1	2,1	2,1
DPB – octobre 2016	-0,6	0,5	2,5	2,1	2,0	2,0
Croissance du PIB nominal						
Budget de 2016	0,7	2,4	4,6	4,3	4,2	4,1
DPB – octobre 2016	0,5	1,7	4,9	4,3	3,8	3,8
PIB nominal (milliards de \$)						
Budget de 2016 (enquête)	1 983	2 031	2 124	2 216	2 308	2 402
DPB – octobre 2016	1 983	2 017	2 117	2 208	2 291	2 377
Taux des bons du Trésor à 3 mois						
Budget de 2016	0,5	0,5	0,7	1,6	2,4	2,7
DPB – octobre 2016	0,5	0,5	0,5	1,1	2,3	2,8
Taux des obligations du gouvernement à 10 ans						
Budget de 2016	1,5	1,6	2,3	3,0	3,4	3,6
DPB – octobre 2016	1,5	1,3	1,7	2,3	3,0	3,5
Taux de change (cents US / \$CAN)						
Budget de 2016	78,3	72,1	75,9	79,1	81,5	83,1
DPB – octobre 2016	78,2	75,9	77,2	77,2	77,1	77,2
Taux de chômage						
Budget de 2016	6,9	7,1	6,9	6,5	6,4	6,3
DPB – octobre 2016	6,9	7,0	6,8	6,4	6,3	6,2
Inflation de l'IPC						
Budget de 2016	1,1	1,6	2,0	2,0	2,0	2,0
DPB – octobre 2016	1,1	1,5	2,0	2,0	2,1	2,1
Croissance du PIB réel américain						
Budget de 2016	2,4	2,3	2,4	2,4	2,2	2,1
DPB – octobre 2016	2,6	1,5	2,2	2,1	2,0	2,0
Prix du pétrole WTI (\$US)						
Budget de 2016	49	40	52	59	63	63
DPB – octobre 2016	49	43	53	55	56	56

Sources : Finances Canada; Statistique Canada; Bureau of Economic Analysis; Department of Energy; et directeur parlementaire du budget.

Note : Le PIB nominal de l'enquête de février 2016 auprès du secteur privé, tel qu'il est indiqué dans le Budget de 2016, a été rajusté en fonction de la révision apportée au chiffre de 2015.

C : Perspectives financières détaillées

G\$	2015- 2016	2016- 2017	2017- 2018	2018- 2019	2019- 2020	2020- 2021	2021- 2022
Impôt sur le revenu							
Impôt sur le revenu des particuliers	144,9	146,0	153,6	160,9	169,2	177,8	186,2
Impôt sur le revenu des sociétés	41,4	37,9	40,4	41,9	43,7	45,6	47,7
Impôt sur le revenu des non-résidents	6,5	6,3	6,6	6,9	7,2	7,6	7,9
Impôt total sur le revenu	192,8	190,2	200,5	209,7	220,1	231,0	241,8
Taxes et droits d'accise							
Taxe sur les produits et services	33,0	34,0	35,4	36,5	38,1	39,6	41,3
Droits de douane à l'importation	5,4	5,2	5,2	5,2	5,4	5,6	5,9
Autres taxes et droits d'accise	11,5	11,1	11,3	11,2	11,2	11,2	11,4
Total des taxes et droits d'accise	49,8	50,3	51,9	53,0	54,7	56,4	58,5
Cotisations d'AE	23,1	23,7	21,8	22,0	22,7	23,4	24,3
Autres revenus	29,7	28,7	30,5	32,5	34,0	35,6	37,3
Total des revenus budgétaires	295,5	292,8	304,7	317,2	331,6	346,4	362,0
Principaux transferts aux personnes							
Prestations aux aînés	45,5	47,8	50,8	53,7	56,8	60,1	63,6
Prestations d'AE	19,4	21,0	21,7	21,3	21,5	22,4	23,3
Prestations pour enfants	18,0	21,5	22,6	22,2	21,9	21,6	21,3
Total	82,9	90,4	95,1	97,2	100,3	104,1	108,2
Principaux transferts aux autres ordres de gouvernement							
Transfert canadien en matière de santé	34,0	36,1	37,2	38,3	39,7	41,4	43,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	13,0	13,3	13,7	14,2	14,6	15,0	15,5
Péréquation	17,3	17,8	18,3	18,9	19,6	20,4	21,2
Formule de financement des territoires	3,6	3,7	3,8	3,9	4,1	4,3	4,4
Fonds de la taxe sur l'essence	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	2,3	2,3
Autres arrangements fiscaux	-4,0	-4,3	-4,6	-4,8	-5,1	-5,5	-5,8
Total	65,9	68,7	70,6	72,6	75,0	77,9	80,7
Charges de programmes directes	122,1	132,1	139,5	139,1	139,4	142,2	147,5
Frais de la dette publique	25,6	24,0	24,5	26,4	29,9	32,9	35,0
Total des charges	296,4	315,2	329,7	335,3	344,6	357,0	371,4
Solde budgétaire	-1,0	-22,4	-24,9	-18,2	-13,0	-10,6	-9,4
Solde structurel budgétaire	8,6	-12,1	-25,0	-21,4	-15,9	-12,6	-10,5
Dette fédérale	616,0	638,4	663,3	681,5	694,5	705,1	714,5

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

D : Perspectives financières détaillées (% du PIB)

<i>% du PIB</i>	2015- 2016	2016- 2017	2017- 2018	2018- 2019	2019- 2020	2020- 2021	2021- 2022
Impôt sur le revenu							
Impôt sur le revenu des particuliers	7,3	7,2	7,3	7,3	7,4	7,5	7,5
Impôt sur le revenu des sociétés	2,1	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9
Impôt sur le revenu des non-résidents	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Impôt total sur le revenu	9,7	9,4	9,5	9,5	9,6	9,7	9,8
Taxes et droits d'accise							
Taxe sur les produits et services	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
Droits de douane à l'importation	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Autres taxes et droits d'accise	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Total des taxes et droits d'accise	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,4	2,4
Cotisations d'AE							
	1,2	1,2	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Autres revenus							
	1,5	1,4	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5
Total des revenus budgétaires	14,9	14,5	14,4	14,4	14,5	14,6	14,7
Principaux transferts aux personnes							
Prestations aux aînés	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5	2,5	2,6
Prestations d'AE	1,0	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9
Prestations pour enfants	0,9	1,1	1,1	1,0	1,0	0,9	0,9
Total	4,2	4,5	4,5	4,4	4,4	4,4	4,4
Principaux transferts aux autres ordres de gouvernement							
Transfert canadien en matière de santé	1,7	1,8	1,8	1,7	1,7	1,7	1,7
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Péréquation	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
Formule de financement des territoires	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Fonds de la taxe sur l'essence	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres arrangements fiscaux	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2
Total	3,3	3,4	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3
Charges de programmes directes							
	6,2	6,6	6,6	6,3	6,1	6,0	6,0
Frais de la dette publique							
	1,3	1,2	1,2	1,2	1,3	1,4	1,4
Total des charges	14,9	15,6	15,6	15,2	15,0	15,0	15,1
Solde budgétaire	0,0	-1,1	-1,2	-0,8	-0,6	-0,4	-0,4
Dette fédérale	31,1	31,7	31,3	30,9	30,3	29,7	29,0

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

E : Perspectives financières du DPB – octobre 2016 et avril 2016

G\$ (Octobre 2016 – Avril 2016)	2015- 2016	2016- 2017	2017- 2018	2018- 2019	2019- 2020	2020- 2021
Impôt sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	3,1	-1,0	-0,6	-0,6	-0,4	0,0
Impôt sur le revenu des sociétés	-0,2	-1,4	-0,5	0,5	0,6	0,7
Impôt sur le revenu des non-résidents	0,0	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Impôt total sur le revenu	2,9	-2,5	-1,2	0,0	-0,2	0,7
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	-1,0	-0,1	0,0	-0,1	-0,2	-0,2
Droits de douane à l'importation	0,0	0,2	0,6	0,4	0,3	0,4
Autres taxes et droits d'accise	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0
Total des taxes et droits d'accise	-1,2	0,0	0,5	0,2	0,1	0,1
Cotisations d'AE	-0,2	0,1	0,3	-0,2	0,4	0,5
Autres revenus	-0,9	-0,5	-1,4	-1,5	-1,5	-1,2
Total des revenus budgétaires	0,6	-2,9	-1,7	-1,5	-0,8	0,2
Principaux transferts aux personnes						
Prestations aux aînés	-0,2	-0,6	-0,4	-0,5	-0,6	-0,6
Prestations d'AE	0,3	-0,6	-0,1	-0,2	0,0	0,7
Prestations pour enfants	-0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3
Total	-0,1	-1,0	-0,3	-0,6	-0,4	0,4
Principaux transferts aux autres ordres de gouvernement	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0
Charges de programmes directes	2,1	0,7	0,7	0,8	1,0	1,0
Frais de la dette publique	0,1	-0,8	-1,4	-2,4	-3,1	-3,0
Total des charges	2,3	-1,0	-1,0	-2,2	-2,7	-1,7
Solde budgétaire	-1,7	-1,9	-0,8	0,7	1,8	1,8
Dette fédérale	2,8	4,7	5,5	4,8	2,9	2,1

Source : Directeur parlementaire du budget.

F : Perspectives financières du DPB et du Budget de 2016

G\$ (DPB – Budget de 2016)	2015- 2016	2016- 2017	2017- 2018	2018- 2019	2019- 2020	2020- 2021
Impôt sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	2,2	2,1	-0,1	0,0	0,7	0,8
Impôt sur le revenu des sociétés	2,6	0,0	0,5	1,5	1,6	1,1
Impôt sur le revenu des non-résidents	0,2	0,0	0,3	0,3	0,3	0,4
Impôt total sur le revenu	5,0	2,2	0,6	1,7	2,6	2,3
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	-0,1	0,5	0,2	-0,2	-0,2	-0,4
Droits de douane à l'importation	0,2	0,2	0,7	0,5	0,6	0,7
Autres taxes et droits d'accise	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Total des taxes et droits d'accise	0,0	0,7	1,0	0,4	0,4	0,2
Cotisations d'AE	0,1	1,3	0,8	0,2	0,0	-0,1
Autres revenus	-0,9	1,0	0,3	-0,4	-0,9	-0,4
Total des revenus budgétaires	4,3	5,1	2,7	1,9	2,3	2,0
Principaux transferts aux personnes						
Prestations aux aînés	-0,1	-0,6	-0,3	-0,2	-0,1	0,0
Prestations d'AE	0,0	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,3
Prestations pour enfants	-0,1	-0,4	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2
Total	-0,2	-1,0	-0,4	-0,5	-0,2	0,1
Principaux transferts aux autres ordres de gouvernement						
Transfert canadien en matière de santé	0,0	0,0	0,1	-0,2	-0,5	-0,5
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Péréquation	0,0	-0,1	0,0	-0,1	-0,3	-0,3
Formule de financement des territoires	0,0	0,1	0,1	0,1	0,3	0,4
Fonds de la taxe sur l'essence	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Autres arrangements fiscaux	0,0	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1
Total	0,0	0,1	0,3	-0,1	-0,4	-0,2
Charges de programmes directes	0,1	0,8	0,7	0,8	1,1	1,1
Frais de la dette publique	-0,1	-1,7	-1,9	-3,0	-2,9	-2,6
Total des charges	-0,2	-1,9	-1,3	-2,7	-2,4	-1,6
Solde budgétaire	4,4	7,0	4,1	4,6	4,7	3,7
Dette fédérale	-3,3	-10,3	-14,4	-19,0	-23,7	-27,4

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Notes

1. Sauf indication contraire, tous les taux sont annuels.
2. Disponible au : http://www.fin.gc.ca/n16/data/16-081_1-fra.asp.
3. Les *Perspectives économiques et financières* d'avril 2016 du DPB sont disponibles au : http://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/2016/EFO%20April%202016/EFO_April_2016_FR.pdf.
4. Voir les pages 28 et 55 du Budget de 2016. Disponible au : <http://www.budget.gc.ca/2016/docs/plan/budget2016-fr.pdf>.
5. Le DPB fonde son estimation du taux neutre des États-Unis sur les projections des taux d'intérêt à long terme que la Réserve fédérale a publiées en septembre 2016. En ce qui concerne la prime de terme américaine, notre postulat – 80 points de base – se fonde sur les projections économiques que le Congressional Budget Office a publiées en août 2016.
6. La prime de terme est le rendement additionnel que doivent présenter les obligations d'État à long terme pour qu'on préfère les acheter plutôt qu'investir et réinvestir dans les titres à court terme comme les bons du Trésor.
7. Le taux neutre est le taux directeur « compatible avec la production lorsque celle-ci se trouve à son niveau potentiel et que l'inflation a atteint la cible, une fois passés les effets de tous les chocs cycliques ». Voir *The Neutral Rate of Interest in Canada*, document d'analyse du personnel 2014-5 : <http://www.banqueducanada.ca/wp-content/uploads/2014/09/dp2014-5.pdf>.

En avril 2016, la Banque du Canada a révisé à la baisse, de 3½ % à 3¼ % (à l'intérieur d'une fourchette oscillant entre 2¾ % et 3¾ %), son estimation du taux neutre (nominal) au Canada. Voir la note en bas de page 5 du *Rapport sur la politique monétaire* d'avril 2016 de la Banque du Canada : <http://www.banqueducanada.ca/wp-content/uploads/2016/04/rpm-2016-04-13.pdf>.

Conformément aux moyennes historiques, le DPB fixe à 5 points de base en deçà du taux neutre, soit à 3,2 %, son estimation à long terme du taux des bons du Trésor à trois mois.

8. Dans notre rapport d'avril 2016, notre estimation à long terme du taux des obligations à 10 ans du gouvernement du Canada était de 4,55 %, soit 110 points de base au-dessus du taux des bons du Trésor à trois mois.

Conformément à notre projection de la prime de terme américaine, qui se fonde sur les chiffres du Congressional Budget Office, et compte tenu de l'expérience récente, nous avons révisé à la baisse, soit de 110 à 80 points de base, notre postulat concernant la prime de terme. Comme nous avons aussi

réduit notre estimation à long terme du taux des bons du Trésor à 3 mois (de 3,45 % à 3,20 %), notre projection à long terme du taux des obligations à 10 ans passe de 4,55 % à 4,0 %.

9. Pour de plus amples détails sur l'anticipation fiscale, voir le rapport *Incidence financière et effet de répartition des changements apportés au régime d'impôt sur le revenu des particuliers*, publié le 21 janvier 2016 par le DPB. Disponible au : http://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/2016/PIT/PIT_FR.pdf.
10. Les autres revenus sont entre autres : les rentrées nettes des sociétés d'État; les revenus de placements; le produit de la vente de biens et services; et les rentrées sur opérations de change.
11. Notre projection des revenus tient compte des changements proposés au Régime de pensions du Canada (RPC). Nous estimons que ces changements réduiront les revenus découlant de l'impôt des particuliers de : 25 millions de dollars en 2018-2019, 200 millions de dollars en 2019-2020, 350 millions de dollars en 2020-2021, et 600 millions de dollars en 2021-2022.

Nous estimons que l'accroissement projeté du taux de cotisation au RPC de 2019 à 2021 (le taux passera de 9,9 % en 2018 à 10,9 % en 2021) augmentera les rentrées du RPC de : 1,6 milliard de dollars en 2019, 3,4 milliards de dollars en 2020, et 5,9 milliards de dollars en 2021.

Les prestations de retraite bonifiées versées pendant cette période seront négligeables du point de vue financier, puisque les travailleurs qui prendront leur retraite de 2020 à 2021 n'auront droit qu'à des prestations partielles. Comme l'explique Finances Canada, « Les participants auront droit aux prestations bonifiées intégrales après environ 40 ans de cotisation. Une partie des prestations additionnelles sera offerte plus tôt, en fonction du nombre d'années de cotisation ». Disponible au : http://www.fin.gc.ca/n16/data/16-113_3-fra.asp.
12. Notre projection des charges de programmes directes tient compte des changements récents à la Prestation fiscale pour le revenu de travail (PFRT) et de l'augmentation consécutive aux cotisations du gouvernement au RPC (au nom de ses employés). Nous estimons que la bonification de la PFRT augmentera les charges de programmes directes de 50 millions de dollars en 2018-2019 et de 225 millions de dollars par année de 2019-2020 à 2021-2022. Disponible au : http://www.fin.gc.ca/n16/data/16-113_3-fra.asp.
13. Pour une analyse détaillée, voir le rapport *Analyse financière des prestations fédérales pour enfants* publié par le DPB le 1^{er} septembre 2016. Disponible au : http://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/2016/CCB/CCB_FR.pdf.
14. Bureau de l'actuaire en chef, *Rapport actuariel 2017 sur le taux de cotisation d'assurance-emploi*. Disponible au : <http://www.osfi-bsif.gc.ca/Fra/Docs/EI2017.pdf>.